

SADEC LYON

5 rue Gorge de Loup
69009 LYON
Tel +33 (0)4 72 85 60 60
Fax +33 (0)4 72 85 60 69
Mail accueil.lyon@sadec-akelys.fr
www.sadec-akelys.fr

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31 août 2023

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 août 2023

Aux membres de l'Assemblée Générale,

1. Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association de gestion du GROUPE ROBIN relatifs à l'exercice clos le 31 août 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

2. Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er septembre 2022 à la date d'émission de notre rapport.

3. Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du Code de Commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par votre association, nous avons vérifiés que les modalités retenues pour l'élaboration des comptes décrites dans l'annexe, font l'objet d'une information appropriée, sont conformes aux dispositions du règlement ANC n°2018-06 et ont été correctement appliquées.

4. Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'Assemblée Générale.

5. Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

6. Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

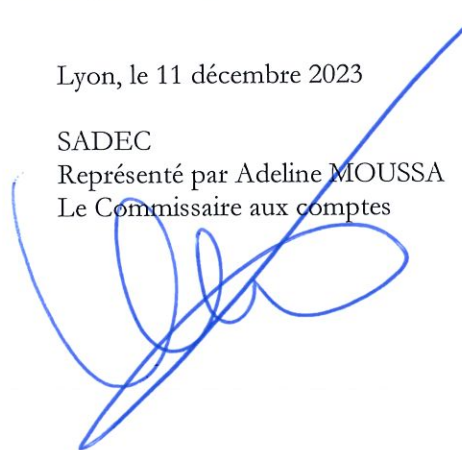
Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Lyon, le 11 décembre 2023

SADEC

Représenté par Adeline MOUSSA

Le Commissaire aux comptes



Annexe

Description détaillée des responsabilités du commissaire aux comptes

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre:

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

COMPTES ANNUELS AU 31 AOÛT 2023

COMPTE DE RESULTAT - 2022/2023		Exercice N	Exercice N-1
PRODUITS D'EXPLOITATION			
Ventes de biens et services			
Ventes de biens		128 752	140 073
Ventes de prestations de service		4 812 256	4 622 868
Produits de tiers financeurs			
Concours publics et subventions d'exploitation		3 631 615	3 393 890
Ressources liées à la générosité du public		13 660	3 790
Contribution financières		996 241	1 044 662
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		88 399	83 301
Utilisation des fonds dédiés		3 590	-
Autres produits		11 881	13 408
TOTAL I		9 686 394	9 301 992
CHARGES D'EXPLOITATION			
Achats de marchandises		181 209	189 547
Variation de stocks		7 078	2 929
Autres achats et charges externes		3 980 509	3 498 520
Aides financières		2 790	6 525
Impôts, taxes et versements assimilés		299 256	280 010
Salaires et traitements		2 163 642	2 078 155
Charges sociales		890 058	856 361
Dotations aux amortissements et aux dépréciations		1 810 895	1 896 410
Dotations aux provisions		92 717	23 626
Repors en fonds dédiés		-	3 590
Autres charges		75 845	80 855
TOTAL II		9 489 843	8 916 527
RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)		196 552	385 465
PRODUITS FINANCIERS			
Autres intérêts et produits assimilés		5 785	2 290
TOTAL III		5 785	2 290
CHARGES FINANCIERES			
Intérêts et charges assimilées		34 076	46 211
TOTAL IV		34 076	46 211
RESULTAT FINANCIER (III-IV)		- 28 291	- 43 921
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I-II+III-IV)		168 261	341 544
PRODUITS EXCEPTIONNELS			
Sur opérations de gestion		83 544	20 912
Sur opérations en capital		530 732	606 215
TOTAL V		614 276	627 127
CHARGES EXCEPTIONNELLES			
Sur opérations de gestion		5 737	5 775
TOTAL VI		5 737	5 775
RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)		608 539	621 352
Participation des salariés aux résultats	TOTAL VII		
Impôt sur les sociétés des personnes morales non lucratives	TOTAL VIII		
TOTAL DES PRODUITS (I+III+V)		10 306 455	9 931 409
TOTAL DES CHARGES (II+IV+VI+VII+VIII)		9 529 656	8 968 514
EXCEDENT OU DEFICIT		776 800	962 896
Contributions volontaires en nature			
Prestations en nature		1 726 034	1 598 249
TOTAL		1 726 034	1 598 249
Charges de contributions volontaires en nature			
Mise à disposition gratuite de biens		1 726 034	1 598 249
TOTAL		1 726 034	1 598 249

ACTIF		Exercice N (selon ANC 2018-06)			Exercice N-1 (selon ANC 2018-06)
		Brut	Amortissement et dépréciations	Net	Net
A C T I F I M M O B I L I S E	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement	-	-	-	-
	Frais de recherche et développement	-	-	-	-
	Donations temporaires d'usufruit	-	-	-	-
	Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	28 530	14 697	13 833	1 206
	Autres immobilisations incorporelles	3 235	3 235	-	-
	Immobilisation incorporelles en cours	-	-	-	-
	Avances et acomptes	-	-	-	-
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	31 765	17 932	13 833	1 206
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains	-	-	-	-
	Constructions	25 369 293	15 643 223	9 726 070	10 394 452
	Installations techniques, matériel et outillage	3 828 504	3 051 691	776 813	932 519
	Autres immobilisations corporelles	8 086 596	5 828 924	2 257 672	2 056 986
	Immobilisations corporelles en cours	118 684	-	118 684	1 873
	Avances et acomptes	12 000	-	12 000	30 787
	Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés	-	-	-	-
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	37 415 078	24 523 838	12 891 240	13 416 617
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
	Participations et créances rattachées	87 658	-	87 658	87 811
	Autres titres immobilisés	-	-	-	-
	Prêts	140 549	-	140 549	135 982
	Autres	4 102	-	4 102	4 102
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	232 308	-	232 308	227 894
	Total I	37 679 151	24 541 770	13 137 381	13 645 717
A C T I F C I R C U L A N T	STOCKS ET EN-COURS	14 675	-	14 675	7 596
	AVANCES ET ACOMPTES VERSES SUR COMMANDES	5 100	-	5 100	65 826
	CREANCES				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	45 856	37 729	8 127	10 892
	Créances reçues par legs ou donations	-	-	-	-
	Autres	495 302	-	495 302	494 737
	TOTAL CREANCES	541 158	37 729	503 429	505 629
	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	-	-	-	-
	DISPONIBILITES	4 211 622	-	4 211 622	3 945 867
	CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	128 090	-	128 090	135 606
	Total II	4 900 645	37 729	4 862 916	4 660 525
	FRAIS D'EMISSION DES EMPRUNTS (III)	-	-	-	-
	PRIMES DE REMBOURSEMENT DES EMPRUNTS (IV)	-	-	-	-
	ECARTS DE CONVERSION ACTIF (V)	-	-	-	-
	TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	42 579 796	24 579 499	18 000 297	18 306 242

PASSIF		Exercice N (selon ANC 2018-06)	Exercice N-1 (selon ANC 2018-06)
F O N D S P R O P R E S	FONDS PROPRES SANS DROIT DE REPRISE		
	Fonds propres statutaires	36 932	36 932
	Fonds propres complémentaires	75 107	75 107
	TOTAL FONDS PROPRES SANS DROIT DE REPRISE	112 039	112 039
	FONDS PROPRES AVEC DROIT DE REPRISE		
	Fonds propres statutaires	-	-
	Fonds propres complémentaires	271 191	271 191
	TOTAL FONDS PROPRES AVEC DROIT DE REPRISE	271 191	271 191
	ECARTS DE REEVALUATION	-	-
	RESERVES		
	Réserves statutaires ou contractuelles	-	-
	Réserves pour projet de l'entité	-	-
	Autres réserves	1 347 064	1 347 064
	TOTAL RESERVES	1 347 064	1 347 064
P R O V I S I O N S	REPORT A NOUVEAU	8 638 467	7 675 572
	EXCEDENT OU DEFICIT DE L'EXERCICE	776 800	962 896
	Situation nette (sous total)	11 145 561	10 368 761
	FONDS PROPRES CONSOMPTIBLES	-	-
	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	1 973 651	2 302 995
	PROVISIONS REGLEMENTEES	-	-
	TOTAL FONDS PROPRES Total I	13 119 212	12 671 756
	FONDS REPORTEES ET DEDIES		
	Fonds reportés liés au legs et donations	-	-
	Fonds dédiés	-	3 590
D E T T E S	TOTAL FONDS REPORTEES ET DEDIES Total II	-	3 590
	PROVISIONS		
	Provisions pour risques	7 661	-
	Provisions pour charges	311 093	271 718
D E T T E S	TOTAL PROVISIONS Total III	318 754	271 718
	DETTE FINANCIERES		
	Emprunt obligataires et assimilés (titres associatifs)	-	-
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	2 847 689	3 636 810
	Emprunts et dettes financières diverses	12 595	12 595
	TOTAL DETTES FINANCIERES	2 860 285	3 649 406
	AVANCES ET ACOMPTES RECUS	609 103	555 395
	DETTE D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	194 940	168 676
	Dettes des legs ou donations	-	-
	Dettes fiscales et sociales	257 966	168 302
	TOTAL DETTES EXPLOITATION	452 906	336 978
	AUTRES DETTES		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	229 103	473 948
	Autres dettes	386 851	341 836
	TOTAL AUTRES DETTES	615 953	815 784
	PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	24 084	1 614
	Total IV	4 562 331	5 359 177
ECARTS DE CONVERSION PASSIF (V)			
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)		18 000 297	18 306 242

L'ANNEXE AUX COMPTES

SOMMAIRE DE L'ANNEXE AUX COMPTES DE L'ASSOCIATION DE GESTION

1 – INFORMATIONS GENERALES	11
1) Identification de l'Association	11
2) Faits marquants de l'exercice	11
3) Événements postérieurs à la clôture.....	11
2- PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES.....	12
1) Durée et date de l'exercice comptable	12
2) Référentiel comptable.....	12
3) Dérogations aux principes et méthodes comptables.....	12
4) Changements comptables	12
3 – NOTES SUR LE BILAN	13
1) Immobilisations incorporelles et corporelles	13
2) Dépréciations d'éléments d'actif.....	14
3) Échéance des créances et dettes.....	14
4) Fonds propres.....	14
5) Subventions d'investissement.....	14
6) Provisions.....	15
4 – NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT	16
1) Information sur les concours publics et les subventions	16
2) Information sectorielle (ventilation du chiffre d'affaires par activité).....	16
3) Effectif employé pendant l'exercice.....	16
4) Rémunération des dirigeants	17
5) Honoraires du commissaire aux comptes	17
6) Rattachement des charges et des produits à l'exercice.....	17
7) Charges et produits exceptionnels	18
5 – AUTRES INFORMATIONS	19
1) Engagements financiers donnés et reçus.....	19
2) Contributions volontaires en nature	19

TABLEAUX.....	20
1) Tableau des mouvements des immobilisations (tableau I).....	20
2) Tableau des mouvements des amortissements (tableau II)	20
3) Tableau des mouvements des dépréciations d'éléments d'actif (tableau III)	21
4) État des échéances des créances et des dettes et sûretés réelles consenties (tableau IV)	21
5) Tableau des mouvements des fonds propres (tableau VI).....	22
6) Tableau des subventions d'investissement (tableau VII)	22
7) Tableau des mouvements des provisions (tableau VIII).....	22
8) Tableau des concours publics et subventions (tableau XI).....	23

1 – INFORMATIONS GENERALES

1) Identification de l'Association

ASSOCIATION DE GESTION DU GROUPE ROBIN

Impasse de l'Église

69560 SAINTE COLOMBE

Association loi 1901 créée en 1951, qui a pour activité principale l'enseignement.

Elle gère plusieurs établissements scolaires privés sous contrat avec l'État, un centre de formation professionnel et une Unité de formation par Apprentissage.

- École Robin – place St Pierre 38200 VIENNE
- École St Louis – 39 rue Juiverie 38200 VIENNE
- Collège – Impasse de l'Église 69560 STE COLOMBE
- Lycée polyvalent – Impasse de l'Église 69560 STE COLOMBE
- Enseignement supérieur – 1 cours Brillier 38200 VIENNE
- Lycée Hôtelier – Château de Bellerive 1 quai Frédéric Mistral 38200 VIENNE
- Centre de formation professionnelle – 1 cours Brillier 38200 VIENNE
- Unité de formation par apprentissage – 1 cours Brillier 38200 VIENNE

2) Faits marquants de l'exercice

Néant

3) Évènements postérieurs à la clôture

Néant

2- PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

1) *Durée et date de l'exercice comptable*

L'exercice clos a une durée de 12 mois comme l'exercice précédent, recouvrant la période du **1 septembre 2022 au 31 août 2023**.

Le résultat net comptable est excédentaire de 776 800 €.

Les informations communiquées ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

2) *Référentiel comptable*

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31 août 2023 ont été établis conformément aux dispositions réglementaires en vigueur (Règlement ANC n°2014-03 du 5 juin 2014 modifié relatif au plan comptable général et n°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif) et en appliquant la nomenclature comptable de l'Enseignement catholique associé à l'État par contrat (édition 2020) définie et publié par la Fnogec (Fédération nationale des organismes de gestion des établissements de l'Enseignement catholique).

3) *Dérogations aux principes et méthodes comptables*

Néant

4) *Changements comptables*

Le prestataire informatique APLIM a fait évoluer son progiciel concernant le suivi des subventions, afin de se mettre en conformité avec le PCG. Il en ressort que les subventions sont extournées automatiquement l'année suivante de la fin de l'amortissement des biens immobilisés concernés. L'impact sur la taxe d'apprentissage fait que la taxe d'apprentissage d'une année est extournée au fur et à mesure de l'amortissement des biens et plus en totalité comme cela se pratiquait jusqu'à présent. Concernant les autres subventions cela ne change rien car les immobilisations sont souvent un même lot et seront donc extournées à la fin de l'amortissement de la totalité des immobilisations.

3 – NOTES SUR LE BILAN

1) Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, c'est-à-dire à leur prix d'achat augmenté des frais accessoires.

Précisions : les frais accessoires sont les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue par la direction.

Un tableau des mouvements des immobilisations est joint (cf. TABLEAU I).

Les amortissements pour dépréciation ont été pratiqués suivant le mode linéaire en fonction de la durée réelle d'utilisation des immobilisations.

Les bâtiments font l'objet d'une décomposition, chaque composant suivant un plan d'amortissement qui lui est propre.

TAUX D'AMORTISSEMENT HABITUELLEMENT PRATIQUES

Immobilisation ou composant	Durée d'amortissement	Taux d'amortissement linéaire correspondant
Structure (gros œuvre)	25 à 50 ans	2 à 4 %
Façades, étanchéité, couverture et menuiseries extérieures	15 à 20 ans	5 à 6,66 %
Installations générales et techniques	10 à 15 ans	6,66 à 10 %
Agencements intérieurs et décoration (cloisons, carrelages...)	10 à 15 ans	6,66 à 10 %
Équipement de restauration	8 à 12 ans	8,33 à 12,5 %
Matériel et mobilier de bureau	5 à 10 ans	10 à 20 %
Mobilier scolaire	5 à 10 ans	10 à 20 %
Mobilier cantine et hébergement	5 à 10 ans	10 à 20 %
Matériel et équipements pédagogiques	3 à 10 ans	10 à 33,33 %
Matériel de transport	3 à 5 ans	20 à 33,33 %
Matériel informatique	2 à 5 ans	20 à 50 %
Matériel de reprographie	2 à 5 ans	20 à 50 %
Logiciels	2 à 3 ans	33,33 à 50 %

Un tableau des mouvements des amortissements est joint (cf. TABLEAU II).

2) Dépréciations d'éléments d'actif

Un tableau des mouvements des dépréciations est joint (cf. TABLEAU III).

La méthode utilisée pour les dépréciations des créances usagers (familles) se calcul ainsi :

- Familles parties 100 %
- Familles au service contentieux 100 %
- Familles encore présentent 50 %

3) Échéance des créances et dettes

Un état des créances et des dettes ventilées par échéance est joint (cf. TABLEAU IV).

À noter : les créances sont ventilées en 2 catégories (≤ 1 an et > 1 an) tandis que les dettes sont ventilées en 3 catégories (≤ 1 an ; > 1 an et ≤ 5 ans ; > 5 ans) en application du PCG (art. 833-9 pour l'état des échéances des créances et art. 833-13 pour les dettes).

4) Fonds propres

Un tableau des mouvements des fonds propres est joint (cf. TABLEAU VI).

5) Subventions d'investissement

En application du plan comptable général, les subventions d'équipement destinées à acquérir des immobilisations sont inscrites dans les comptes 13 présentés au passif du bilan dans les fonds propres. Elles font l'objet d'une constatation progressive dans le compte de résultat en produit exceptionnel.

La reprise des subventions d'investissement qui financent des immobilisations amortissables s'effectue sur la même durée et au même rythme que l'amortissement des immobilisations acquises au moyen de ces subventions.

Les tableaux de suivi des subventions d'investissement sont joints (TABLEAUX VII). Ils comprennent :

- Un tableau de variation des subventions d'investissement au cours de l'exercice (montant nominal et quote-part virée au résultat) ;
- Un tableau de détail des subventions d'investissement, permettant un suivi par projet et par financeur.

6) Provisions

Un tableau des mouvements des provisions est joint (cf. TABLEAU VIII).

Précisions sur les engagements de retraite :

Recommandation ANC n°2013-02 du 7 novembre 2013 relative aux règles d'évaluation et de comptabilisation des engagements de retraite :

« Par exception, les entreprises ou les groupes de moins de 250 salariés peuvent définir leurs propres modalités d'évaluation des engagements de retraite et avantages similaires (modalités qualifiées de modalités simplifiées) ».

Hypothèses retenues pour le calcul de l'engagement de retraite :

- Prise en compte des salaires réels sur l'année comptable étudiée
- Age de départ en retraite 62 ans
- Dette établie en fonction des années déjà acquises
- Modalité de départ en retraite : à l'initiative du salarié
- Taux de part patronale estimé à 45 %

Convention Collective utilisée

CCN Enseignement privé : salariés des établissements privés

Ancienneté	Indemnité
> 5 ans	0,50 mois de salaire
≥ 5 ans et < 10 ans	1 mois de salaire
≥ 10 ans et < 15 ans	1,50 mois de salaire
≥ 15 ans et < 20 ans	2 mois de salaire
≥ 20 ans et < 25 ans	2,50 mois de salaire
≥ 25 ans	3 mois de salaire

7) Fonds dédiés

Un tableau de détail des fonds dédiés est joint (TABLEAU IX).

La partie des ressources (dons, subventions, etc.) dédiées par des tiers financeurs à des projets définis qui, à la clôture de l'exercice, n'a pas pu être utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard est comptabilisée au compte de passif « Fonds dédiés » avec pour contrepartie une charge comptabilisée dans le compte « Reports en fonds dédiés ».

Les sommes inscrites au passif en « Fonds dédiés » sont rapportées en produits au cours des exercices suivants dans le compte « Utilisations de fonds dédiés » au fur et à mesure de la réalisation du projet défini.

4 – NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

1) Information sur les concours publics et les subventions

Un tableau de détail des concours publics et subventions est joint (TABLEAU XI).

Le règlement comptable ANC n° 2018-06 a mis en évidence une nouvelle catégorie de produits appelés « concours publics » et comptabilisés en comptes 73.

Les concours publics comprennent :

- Les contributions financières d'une autorité administrative qui ne sont pas des subventions ;
- Les reversements de participations, contributions ou taxes par un organisme collecteur.

La mise en œuvre de cette nouvelle notion a entraîné la reclassification en « concours publics » d'une partie des produits antérieurement classés dans d'autres rubriques, notamment les forfaits d'externat. Le tableau ci-dessous présente les principaux reclassements de produits en « concours publics » :

Nature de produits	Classement comptable 2020/2021 et 2021/2022	Classement comptable 2019/2020
Forfaits d'externat	Concours publics	Ventes de prestations de services
Financement des formations par apprentissage	Concours publics (OPCO)	Subventions (régions)
Taxe d'apprentissage	Concours publics (solde 13%)	Subventions (quota & hors quota)
Aides à l'emploi	Concours publics	Autres produits

2) Information sectorielle (ventilation du chiffre d'affaires par activité)

La ventilation du chiffre d'affaires par activité n'est pas mentionnée dans la mesure où il concerne essentiellement de la formation initiale. Il est noté toutefois que le chiffre d'affaires du centre de formation est à 0 % du chiffre d'affaires global et que l'Unité de Formation en apprentissage représente 27 % du chiffre d'affaires dont 10 % en hors contrat.

3) Effectif employé pendant l'exercice

Moyenne arithmétique des effectifs au 31/08/2023.

Effectif	Hommes	Femmes
Cadres	9,86	15,80
Agents de maitrise	1	5
Employés	10,41	32,07
Total	21,27	55,87

4) Rémunération des dirigeants

Aux termes de l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 (loi relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif), les associations dont le budget annuel est supérieur à 150 000 € et recevant une ou plusieurs subventions de l'État ou d'une collectivité territoriale dont le montant est supérieur à 50 000 € doivent publier chaque année dans le compte financier (c'est-à-dire l'annexe selon la réponse ministérielle du 28 février 2008) les rémunérations des trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés ainsi que leurs avantages en nature.

Cette information ne concerne qu'un seul dirigeant, elle n'est donc pas fournie car cela conduirait à mentionner des éléments de rémunération individuels.

Les administrateurs OGEC s'engagent à exercer leur activité de façon bénévole.

5) Honoraires du commissaire aux comptes

Honoraires afférant à la certification des comptes : 7 746 €

6) Rattachement des charges et des produits à l'exercice

Seuls les montants significatifs sont mentionnés.

Charges constatées d'avance

• Activités et voyages pédagogiques	36 864 €
• Achats pour revente	9 208 €
• Achats et fournitures pédagogiques	48 395 €
• Entretien et maintenance	19 350 €

Produits constatés d'avance

• Voyage à Venise Lycée	23 940 €
-------------------------	----------

Charges à payer

• 8/12° des taxes foncières	50 119 €
• Honoraires commissaires aux comptes	8 000 €
• Comité Social et Économique	42 282 €
• Redevance apprentis	38 400 €
• Consommation eau/gaz/électricité	23 252 €

• Provision huissier impayé familles	8 232 €
• Utilisation équipement sportif Vienne	12 334 €

Produits à recevoir

• Financement des apprentis UFA	67 425 €
• Régularisation Sodexo	28 230 €
• Divers	1 793 €
• AKETAP solde apprentis	182 112 €

7) Charges et produits exceptionnels

Seuls les montants significatifs sont mentionnés.

Produits exceptionnels

• Divers régularisations	53 €
• Régularisation sur exercice précédent	3 473 €
• Régularisation forfait externat	80 017 €

Charges exceptionnelles

• Divers régularisations	2 753 €
• Dons	100 €
• Régularisations sur exercice précédent	2 884 €

5 – AUTRES INFORMATIONS

1) Engagements financiers donnés et reçus

Caution de l'Association immobilière pour montant restant de 2 847 688 €.

2) Contributions volontaires en nature

L'équivalent loyer

L'équivalent loyer correspond au coût économique de mise à disposition des locaux. Il a été évalué en appliquant un taux de 3,5 % à leur valeur de reconstruction à neuf, estimée à 1 697 €, en appliquant un coût moyen de construction de 66,05 € / m² à une surface de 21 586 m², ce coût moyen est revalorisé chaque année sur l'indice du coût de la construction du 2^{ème} trimestre, à ce jour ce coût s'élève à 82,53 € / m² pour une surface de 23 235 m². Le taux de 3,5 % couvre essentiellement les amortissements, les provisions pour gros entretien et le coût des emprunts.

En application de la nomenclature comptable de l'Enseignement catholique associé à l'État par contrat (édition 2020), un équivalent loyer a été comptabilisé dans les comptes au 31 août N pour un montant de 1 726 034 € dans les comptes spéciaux (8611) par la contrepartie d'une prestation gratuite du propriétaire (8711).

TABLEAUX

1) Tableau des mouvements des immobilisations (tableau I)

IMMOBILISATIONS			Valeur brute des immobilisations à l'ouverture de l'exercice	Augmentations (acquisitions et apports)	Diminutions (cessions et mises au rebut)	Virements poste à poste	Valeur brute des immobilisations à la clôture de l'exercice
INCORPORELLES	Frais d'établissement						-
	Frais de recherche et développement						-
	Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires		9 648	18 882			28 530
	Autres immobilisations incorporelles		3 235				3 235
	Immobilisations incorporelles en cours		-				-
	Avances et acomptes		-				-
		TOTAL I	12 883	18 882	-	-	31 765
CORPORELLES	Terrains (y compris agencements et aménagements de terrains)						
	Constructions	Sur sol propre					
		Sur sol d'autrui	24 992 531	376 763			25 369 293
	Installations techniques, matériel et outillage		3 662 534	165 969			3 828 504
	Autres immobilisations corporelles	Installations générales, agencements, aménagements	6 037 864	524 398		30 787	6 593 048
		Matériel de transport	135 947	16 500			152 447
		Matériel de bureau et informatique	74 956	6 715		1 873	83 544
		Mobilier	1 237 053	20 505			1 257 557
	Immobilisations corporelles en cours		1 873	118 684		- 1 873	118 685
	Avances et acomptes sur immobilisations		30 787	12 000		- 30 787	12 000
		TOTAL II	36 173 544	1 241 534	-	0	37 415 078
PRÊT A USAGE	Immobilisations grevées de droit	TOTAL III	-	-	-	-	-
FINANCIERES	Participations et créances rattachées		152		152		-
	Autres titres immobilisés		87 658				87 658
	Prêts		135 982	9 059	4 492		140 549
	Autres immobilisations financières		4 102				4 102
		TOTAL IV	227 894	9 059	4 644	-	232 308
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV)			36 414 321	1 269 475	4 644	- 0	37 679 151

2) Tableau des mouvements des amortissements (tableau II)

IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES			Montant des amortissements à l'ouverture de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : amortissements afférents aux éléments sortis de l'actif et reprises	Virements poste à poste	Montant des amortissements à la clôture de l'exercice
INCORPORELLES	Autres immobilisations incorporelles		11 677	6 255			17 932
		TOTAL I	11 677	6 255	-	-	17 932
CORPORELLES	Constructions	Sur sol propre					
		Sur sol d'autrui	14 598 079	1 045 145			15 643 223
	Installations techniques, matériel et outillage		2 730 015	321 676			3 051 691
	Autres immobilisations corporelles	Installations générales, agencements, aménagements	4 548 470	236 496			4 784 966
		Matériel de transport	20 290	18 237			38 527
		Matériel de bureau et informatique	61 001	6 294			67 295
		Mobilier	799 072	139 064			938 136
		TOTAL II	22 756 927	1 766 911	-	-	24 523 838
	TOTAL GENERAL (I + II)		22 768 604	1 773 166	-	-	24 541 770

3) Tableau des mouvements des dépréciations d'éléments d'actif (tableau III)

OBJET DES DEPRECIATIONS		Montant à l'ouverture de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises de l'exercice	Montant à la clôture de l'exercice
DEPRECIATIONS	Créances clients et usagers (familles, élèves)	42 718	37 729	42 718	37 729
	Autres créances	-	-	-	-
	TOTAL	42 718	37 729	42 718	37 729
DOTATIONS ET REPRISES	d'exploitation financières exceptionnelles		37 729	42 718	

4) État des échéances des créances et des dettes et sûretés réelles consenties (tableau IV)

CREANCES	MONTANT brut à la clôture de l'exercice (en €)	ECHEANCE	
		≤ 1 an	> 1 an
Prêts	140 549	4 961	135 587
Autres créances	4 102	-	4 102
Sous-total créances de l'actif immobilisé	144 650	4 961	139 689
Créances clients, usagers et comptes rattachés	45 856	14 668	31 188
Créances sociales et fiscales			-
Autres créances (à détailler si besoin)	495 302	495 302	-
Sous-total créances de l'actif circulant	541 158	509 970	31 188
TOTAL CREANCES	685 809	514 932	170 877

DETTES	MONTANT brut à la clôture de l'exercice (en €)	ECHEANCE			Montant des SÛRETÉS RÉELLES consenties (en €)
		≤ 1 an	> 1 an et ≤ 5 ans	> 5 ans	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	2 847 689	665 930	2 000 883	180 876	
Emprunts et dettes financières divers	12 595	-	-	12 595	
Sous-total dettes financières	2 860 285	665 930	2 000 883	193 471	
Dettes fournisseurs	194 940	194 940	-	-	
Dettes fiscales et sociales	257 966	257 966	-	-	
Dettes sur immobilisations	229 103	229 103	-	-	
Autres dettes	386 851	225 681	-	161 170	
Sous-total autres dettes	1 068 859	907 689	-	161 170	
TOTAL DETTES	3 929 144	1 573 619	2 000 883	354 641	

5) Tableau des mouvements des fonds propres (tableau VI)

VARIATION DES FONDS PROPRES	Montant avec règlement ANC 2018-06	Affectation du résultat	Augmentations	Diminutions	Montant à la clôture de l'exercice
FONDS PROPRES SANS DROIT DE REPRISE					
Fonds propres statutaires	36 932				36 932
Fonds propres complémentaires	75 107				75 107
FONDS PROPRES AVEC DROIT DE REPRISE					
Fonds propres complémentaires	271 191				271 191
RESERVES					
Réserves pour projet de l'entité	1 347 064				1 347 064
REPORT A NOUVEAU	7 675 572	962 896			8 638 467
RESULTAT DE L'EXERCICE	962 896	- 962 896	776 800		776 800
Situation nette (sous total)	10 368 761	-	776 800	-	11 145 561
SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	2 302 995		201 388	530 732	1 973 651
TOTAL FONDS PROPRES	12 671 756	-	978 188	530 732	13 119 212

6) Tableau des subventions d'investissement (tableau VII)

SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	Solde à l'ouverture de l'exercice	Variations de l'exercice		Solde à la clôture de l'exercice
		Augmentations	Diminutions	
Montant nominal	7 546 054	201 388	93 203	7 654 240
Quotes-parts virées au résultat	5 243 059	530 732	93 203	5 680 588
Montant net figurant au passif du bilan	2 302 995			1 973 651

7) Tableau des mouvements des provisions (tableau VIII)

OBJET DES PROVISIONS		Montant à l'ouverture de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises de l'exercice	Montant à la clôture de l'exercice
PROVISIONS	Risques		7 661		7 661
	Pensions et obligations similaires	271 718	85 056	45 681	311 093
	Gros entretien				
	Autres provisions pour charges				
	TOTAL	271 718	92 717	45 681	318 754
DOTATIONS ET REPRISES	d'exploitation financières exceptionnelles		92 717	45 681	

8) Tableau des mouvements des fonds dédiés (tableau IX)

FONDS DEDIES	Montant initial	Fonds à utiliser à l'ouverture de l'exercice	Augmentations : reports	Diminutions : utilisations en cours d'exercice	Transferts	Fonds restant à utiliser à la clôture de l'exercice
Subvention d'exploitation	-					-
Projet 1						
Projet 2						
...						
Contribution financières d'autres organismes	-					-
Projet 3						
Projet 4						
...						
Ressources liées à la générosité du public						-
Projet CD Ecole Robin	1 000	-		1 000		-
Projet Manifestation 150 an	2 590	-		2 590		-
...						
TOTAL	3 590	-	-	3 590	-	-

9) Tableau des concours publics et subventions (tableau XI)

Concours publics et subventions obtenus au cours de l'exercice (en €)	Exercice N	Exercice N-1
Aides à l'emploi	8 505	11 945
Aides au développement des compétences	-	-
Financement des formations par apprentissage	-	-
Forfaits d'externat		
dont forfait Etat	1 342 040	1 350 184
dont forfait Région	1 274 490	1 165 022
dont forfait Département	636 590	536 106
dont forfait Communes et groupements de communes	289 023	294 981
Concours publics affectés à la formation professionnelle continue	-	-
Sous-total concours publics	3 550 647	3 358 238
Subventions État	1 059	2 334
Subventions Région	16 378	32 178
Subventions Département	1 146	1 140
Subventions Communes et groupements de communes	-	-
Autres subventions d'exploitation		
dont programmes de l'Union Européenne (Erasmus +...)	62 385	-
Sous-total subventions d'exploitation	80 968	35 652
Total concours publics et subventions d'exploitation	3 631 615	3 393 890